



# Le Patriote

ST-PIERRAIS



25 Centimes le numéro.

JOURNAL DU SAMEDI

25 Centimes le numéro

|             |                      |           |
|-------------|----------------------|-----------|
| ABONNEMENTS | Saint-Pierre, Un an. | 12 fr. 00 |
|             | Six mois.            | 6 00      |
|             | Outre-mer, Un an.    | 15 00     |
|             | Six mois.            | 8 00      |

## ADMINISTRATION

Rue GERVAIS, en face le Lavoir Public.

## INSERTIONS:

|                    |         |
|--------------------|---------|
| Annonces, la ligne | 6 fr 30 |
| Réclames, —        | 4 00    |

## LE « FRENCH SHORE ».

Dès lundi on a affiché en ville la dépêche suivante, adressée la veille par le Département au Gouverneur intérimaire.

Paris 7 décembre 1890.

Rassurez Conseil général et Chambre de commerce sur maintien et intégralité de nos droits sur le « French-Shore ».

En ce qui nous concerne, nous n'avions pas besoin d'être rassurés. Nous savions depuis deux semaines que le « French Shore » resterait le « French Shore ».

Mais celui que le télégramme qu'on vient de lire a dû émouvoir quelque peu c'est M. H. Roberdeau qui prétendait, il n'y a pas quatre mois, que la France n'hésiterait pas à sacrifier nos droits sur Terre-Neuve. De même que sur la question des primes, M. H. Roberdeau a été mauvais prophète. Si c'est heureux pour nous, cela prouve aussi que le Gouvernement qu'il représente provisoirement à Saint-Pierre ne lui fait que très peu de confidences.

## CHRONIQUE

Aujourd'hui que la situation politique de la colonie se dégage de toute enveloppe, que les projets de faire grand sont percés à jour, il est permis de croire que les victimes qui devaient être immolées sur l'autel du Dieu de l'avenir, sauront apprécier l'honneur qui leur était réservé de servir d'holocauste.

L'on calme avec des douches les esprits extravagants, ici le bûcher était réservé aux esprits généreux. St-Pierre, déjà phénomène sous bien des rapports, voyait reparaître à l'horizon, sous forme de phare illuminé, la silhouette de Jeanne d'Arc. Tout cela serait du domaine de la fantai-

sie, si malheureusement des traces de commencement d'exécution n'existaient.

Malgré la grande conception d'un plan, l'exécution en est quelques fois très délicate. Avec un peu de raisonnement, il était bien facile de prévoir que les questions personnelles dans un certain milieu, devenaient dangereuses et qu'on escomptait maladroitement un succès incertain.

Quand dans l'intérêt d'un pays, des mesures anonymes sont prises, le bien recherché étant le seul mobile, il est excusable de se tromper. Que celui qui est à même d'être exempt de commettre une erreur me jette la première pierre : mais quand agir pour le bien de ce pays, n'est que le prétexte, qu'au dessus est visée une ou plusieurs têtes, les rôles changent.

Quand la loi est respectée l'Administration n'a pas à s'immiscer dans certains détails. Elle n'est là que comme déléguée et exécutrice : la loi est faite en France pour elle comme pour nous et c'est en sortant qu'elle a cherché à ameuter la population en discréditant une assemblée au détriment de l'autre.

Quand un membre de la Chambre des députés manque de respect à la Chambre haute, il est rappelé à l'ordre ; le même effet se produit en sens inverse.

Si à St-Pierre, au dessus du chef de la colonie, il y avait un supérieur, dans bien des cas il y aurait eu rappel à la question.

Si le supérieur hiérarchique n'existe pas en homme, il y est représenté par l'opinion publique qui se manifeste dans les vœux émis par ceux qui la représentent.

Critiquer sans juste raison, n'est pas le fait d'un homme qui se respecte : si nous critiquons c'est qu'il y a eu matière.

Espérons que le prochain Conseil général aura acquis l'expérience voulue, et que la nouvelle majorité saura tirer parti des erreurs commises, en ne les renouvelant pas ; qu'elle laissera comme un souvenir lointain, les scènes de personnalités ou

chacun à plus à perdre qu'à gagner et, se faisant prendre en considération par qui de droit, saura se faire respecter.

CURTIUS.

## CONSEIL PRIVÉ.

Notre Conseil privé se compose de quatre éléments bien distincts : Gouverneur et directeur de l'intérieur, d'une part ; Chef du service judiciaire, d'autre part ; Chef du service administratif de la marine, de troisième part, et enfin, Conseiller privé.

Nous admettons volontiers que MM. Henri-Amédée Roberdeau et Laroche, Ludger, quelque peu désorientés et même affolés de l'avortement de leurs combinaisons, en cherchant de nouvelles, mais nous ne croyons pas que les autres membres du Conseil privé soient disposés à emboîter le pas derrière eux et à leur fournir aveuglément une adhésion susceptible de donner corps à des bêtises préconçues lesquelles à son défaut, pourraient bien ne pas voir le jour.

Quand nous parlons de bêtises, nous entendons parler de celles qui portent préjudice à l'intérêt général et qui se traduisent par un bouleversement quelconque, et nous laissons de côté avec plaisir celles qui toutes personnelles engendrent directement pour leurs auteurs une juste responsabilité.

Nous appuyons ainsi sur ce fait car nous savons la politique d'Administration de M. Henri-Amédée Roberdeau : tellement compromise que nous verrions avec regret d'autres avoir la malchance de partager à l'heure de la liquidation, une responsabilité qu'ils n'ont point encourue, nous dirons plus, qui leur répugne. En administration comme ailleurs, on aime à marcher son chemin droit et à ne point s'attarder dans les sentiers toujours dangereux des aventures politiques.



L'autorité d'un gouverneur de colonie, nous l'avons jadis appris, va quelquefois bien loin, mais elle a cependant à ses côtés des réactifs énergiques dans le Conseil privé, dans le Conseil général voire même dans le Conseil municipal. Nous ne parlerons pas des deux derniers dont M. le Gouverneur Roberdeau a voulu faire les instruments dociles de ses volontés les plus extravagantes, mais nous nous arrêtons au rôle que l'on a fait jouer au Conseil privé. C'est, nous l'avons dit, l'assemblée suprême Coloniale qui connaît en dernier ressort des difficultés ou des innovations de tous genres et qui partage avec le gouverneur la responsabilité de bien ou de mal administrer la colonie. Ce dilemme posé, nous avons le droit de supposer que chacun fait ce qu'il peut pour mettre sa susdite responsabilité à couvert des éclaboussures d'une mauvaise administration. Dans ces conditions, nous nous demandons si avant de machiner telle ou telle affaire importante, M. le Gouverneur p. i. en a pressenti le Conseil privé. Nous voulons parler de ces manœuvres électorales qui ont consisté dans la suppression de l'octroi de mer et des patentes et de l'impôt. Nous ne croyons pas en effet que le Conseil privé ait trempé en entier dans ces machinations de haute politique, qui, nous le répétons, n'ont qu'un but celui de relever sans l'opinion publique les complices intéressés de cette réclame électorale officielle.

Nous en avons un sûr garant dans l'attitude toujours pleine de correction et de réserve des chefs du Service marine. Deux d'entre eux sont déjà partis, le cœur bien léger, du reste, sous le coup d'une disgrâce de M. H. Roberdeau. Nous ne sommes pas moins certains de l'aversion pour de tels agissements, de M. le conseiller privé Le Breton qui quoique ne marchant plus dans le même sens que nous, depuis quelques années, n'est pas moins lié à notre cause par des intérêts identiques.

Nous sommes donc persuadés que notre Conseiller privé n'a jamais été convaincu que c'était une amélioration financière que l'on recherchait, mais bien un bouleversement général plutôt politique qu'administratif et dont les contribuables paieraient les frais en échange de l'honneur d'avoir eu pour gouverneur intérimaire M. H. Roberdeau. Ce dernier le lui a assez prouvé en se passant de ses services autant qu'il le pouvait et en se remettant à ceux plus souples d'un conseiller plus intime. Ce qui nous prouve une fois de plus qu'au haut comme au bas de l'échelle des réformes mises ici à l'ordre du jour, ce sont les irresponsables qui gouvernent dans la colonie et qui font peser sur nous le poids de leur incapacité administrative.

Ces faits sont si vrais que les quelques

partisans jadis de M. H. Roberdeau sont écœurés de sa ligne de conduite à ce point qu'un de ses rares amis disait il y a quelque temps: « M. Roberdeau au privé le meilleur des hommes, est comme gouverneur et administrateur détestable par la direction maladroite qu'il donne à toutes les affaires ». Si le jugement de ses fidèles est aussi sévère que doit être celui de ses adversaires nombreux et irréconciliables par la faute de ses agissements à leur endroit ?

Loin de s'améliorer la situation s'est compliquée de la démission de cinq conseillers généraux rendant illusoires les décisions d'un Conseil général réduit à ne pas même pouvoir offrir la présence d'une majorité légale pour délibérer. Les uns sont démissionnaires, les autres sont partis sans s'excuser, sans même dire s'ils reviendraient.

Le Conseil municipal proteste que l'octroi de mer a été supprimé sans prendre son avis et que l'on veut en faire autant des patentes et de l'impôt foncier. Sa situation financière en a souffert en 1890 par le parti pris de M. H. Roberdeau qui n'a pas voulu faire acte de gouverneur laissant à l'illégalité le choquant de se prévaloir de son crédit et de son favoritisme flagrant contre le droit d'une commune lésée.

Que va faire le Conseil privé dans la circonstance et devant la demande formelle faite par le Conseil municipal du rétablissement de l'ancien octroi de mer sur les vins et du maintien des patentes et de l'impôt foncier ? Quelle décision efficace va-t-il pouvoir faire intervenir, sachant que le Département est saisi officiellement de mettre un terme à tout ce gâchis administratif : l'œuvre d'un protégé d'un moment ? Certes les réflexions en haut lieu, quoique tardives, ne pourront qu'être amères et concluront inévitablement que la protection est allée trop vite et trop loin : sévère mais juste conséquence des faveurs mal acquises.

EGO NOMINOR.....

LE PALAIS.

M. le Président p. i. C. Siegfriedt a fixé dans son audience commerciale du lundi huit courant, un point intéressant de jurisprudence domestique. Il s'agissait d'un gui de grand-voile du navire PLUVIER brisé par le vapeur SAINT-PIERRE. Je plaçais pour le capitaine Lancelin et le capitaine Angrowe concluait à notre débouté pur et simple. Le Tribunal après avoir entendu le ministère public qui proposait la solution adoptée, a décidé ce qui suit :

*S'il est vrai qu'un navire à vapeur en*

*marche doit, en principe, manœuvrer de façon à éviter un navire au mouillage, il n'est pas moins vrai que cette obligation ne dispense pas le capitaine de ce dernier navire de placer un homme de quart sur le pont pour parer aux éventualités de la navigation ;*

*D'où il résulte que si le navire à vapeur qui cause des avaries à un voilier à l'ancre, est en faute, la responsabilité du dit voilier est également engagée dans le cas où ces avaries ne se sont produites qu'à la suite du manque de surveillance de son équipage ;*

*Plus spécialement lorsque le steamer SAINT-PIERRE entre dans le Barachois, les capitaines des bâtiments amarrés dans les parages de la route qu'il est appelé à suivre, sont tenus de prendre toutes précautions utiles pour lui faciliter le passage, et s'ils apportent quelque négligence en cette conjoncture et qu'une collision ait conséquemment lieu, les frais de l'accident leur incombent pour moitié.*

Voici, du reste, les termes du jugement prononcé. Les faits du procès y sont exposés en détail :

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

Attendu que le 30 octobre dernier le brigolette PLUVIER capitaine Lancelin, à l'ancre dans le barachois de Saint-Pierre, a été abordé par le vapeur postal ST-PIERRE, se rendant à son poste de mouillage, abordage qui a eu pour résultat de casser le gui de la grand-voile du PLUVIER ;

Attendu qu'il s'agit dans l'espèce de rechercher à qui doit incomber la responsabilité de l'abordage entre les deux navires et par suite le paiement des dommages éprouvés ;

Attendu que des enquêtes et contre enquêtes du 11 novembre et 1<sup>er</sup> décembre derniers, il ressort qu'à la date sus-visée du 30 décembre 1890, le steamer SAINT-PIERRE faisait son entrée dans le port après l'heure de la pleine mer et qu'en l'état de la marée, ce vapeur, pour se rendre à sa cale d'accostage ne pouvait prendre d'autre route que celle qu'il a suivie ;

Attendu que le capitaine Angrowe en voyant le gui du navire PLUVIER qui débordait le couronnement et qui par ce fait interceptait la liberté du passage dans le chenal fort étroit où il devait avoir accès, a stoppé, pendant un temps normal, au dire du témoin Boneau, pour donner le temps à l'équipage du PLUVIER de rendre ce passage libre, et que ce n'est qu'en voyant que personne ne se dérangeait à bord du PLUVIER pour lever l'obstacle qu'il a fait machine en avant et a causé l'avarie dont on lui demande aujourd'hui réparation ;

Attendu que de l'énoncé de ces faits il résulte 1<sup>o</sup> que s'il y avait eu un homme de quart sur le pont du PLUVIER comme le veulent les règlements maritimes, l'avarie aurait pu être évitée et que le capitaine du PLUVIER est en faute, ne pouvant ignorer l'arrivée du vapeur postal, d'avoir dégarni son bord de toute surveillance ; 2<sup>o</sup> que la responsabilité du capitaine Angrowe est également engagée sachant l'abordage presque certain, de n'avoir pas différé davantage, au risque de s'échouer ;

Que vainement objecte-t-on de la part du capitaine Lancelin que la responsabilité de l'accident doit incomber entièrement et uniquement au capitaine Angrowe pour avoir voulu passer quand même ; qu'il est de toute justice de remarquer que le capitaine Angrowe avait intérêt à passer au lieu de s'échouer, et qu'il n'a dû causer l'avarie qu'on lui reproche que par l'inertie apportée par les hommes du PLUVIER à filer l'écoute du gui, manœuvre qui



aurait eu pour résultat de rendre le passage du chenal absolument libre;

Que s'il est vrai qu'aux termes du règlement maritime du 1<sup>er</sup> septembre 1884 un navire à vapeur doit éviter un navire à l'ancre, c'est là une prescription générale qui cède devant des circonstances particulières;

Attendu qu'en l'espèce, la circonstance particulière de nature à faire fléchir le principe énoncé provient de ce que le capitaine Lantelin en ne constituant pas un homme de quart sur le pont pour parer aux éventualités de la navigation a été cause de l'accident dont il se plaint, et qu'en laissant déborder le gui de sa grande voile, il a diminué la largeur du chenal dans lequel le capitaine Angrowe a eu tort de s'engager malgré l'obstacle;

Attendu que les deux capitaines étant en faute, leur responsabilité doit être partagée, d'où il suit qu'il y a lieu de décider qu'ils paieront par moitié les frais de l'avarie survenue au gui du PLUVIER;

Attendu que l'expert chargé de procéder à la constatation des avaries a évalué à la somme de 275 fr. le montant des réparations à effectuer au navire PLUVIER, laquelle somme répartie par égale portion entre l'abordeur et l'abordé forme pour chacun deux un total de 137 fr. 50;

Par ces motifs,

Dit et ordonne que le capitaine Angrowe tiendra compte au capitaine Lantelin de la somme de 137 fr. 50 représentant la moitié du montant des avaries éprouvées par le navire PLUVIER à la suite de l'abordage par le vapeur SAINT-PIERRE, le 30 octobre 1890;

En conséquence le condamné à payer au dit capitaine Lantelin la somme sus-énoncée de 137 fr. 50;

Fait masse des dépens lesquels seront supportés par moitié par chacune des parties en cause.

Aux bâtiments du commerce maintenant, à se tenir sur leurs gardes.

F. C.

## SOCIÉTÉ MUSICALE.

Le bal offert samedi dernier par la Société musicale à ses membres honoraires a été particulièrement brillant. On a dansé jusqu'à deux heures du matin et l'orchestre sous l'habile direction de M. C.-V. Liorat a fait merveille. Quadrilles, lancers, valse et polkas ont été enlevés par les vaillants musiciens de la Société avec une « maestria » irrésistible.

Le succès de cette fête de famille laisse prévoir celui du concert-tombola de samedi prochain et de la sauterie qui le suivra.

## COMPAGNIE DES SAPEURS-POMPIERS DE SAINT-PIERRE.

La compagnie des Sapeurs-Pompiers de St-Pierre célébrera ce soir dans la grande salle du restaurant Le Ralec sa fête patronale. Quoique la « Sainte-Barbe » soit passée depuis quelques jours, le capitaine Boutillier ne l'avait pas perdue de vue et le banquet d'aujourd'hui prouvera une fois de plus qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire.

## CONCERT-TOMBOLA

du 20 DÉCEMBRE.

Les quinze cent billets de la tombola du 20 décembre s'enlèvent rapidement. Il en reste, à l'heure qu'il est, à peine quatre cents de disponibles. Avis aux amateurs.

Les négociants qui ont bien voulu se charger de leur vente au public sont MM. Cordon, E. Fontaine, A. Jaquet, et A. Brehier dans les magasins desquels on pourra s'en procurer.

## RÉCOMPENSE HONNÊTE.

Voici ce que nous extrayons du procès-verbal des délibérations du Conseil général, séance du 12 novembre 1890.

Étaient présents : MM. Dupont, président; Norgeot, vice-président; Salomon, secrétaire; Guyon; Cantaloup et Le Buf.

M. Le Président dit qu'il ne reste plus à traiter que la question d'exonération soulevée par Madame veuve Delangie et les héritiers Elphège et les concessions de terrains. Selon l'usage, il propose au Conseil de décider que ces affaires seront traitées en comité secret, à raison des personnalités.

— Par assis et levé, le Conseil adopte la proposition du Président.

— (La séance est suspendue jusqu'à 3 heures du soir)

La séance est reprise à huis-clos

Après discussion, le Conseil général décide de dégrever ceux qui doivent actuellement des sommes au service local pour avances faites lors de l'incendie de 1867.

Ce huis-clos ne nous dit rien qui vaille. Le Conseil général doit en avoir profité pour faire quelque mauvais coup. Cependant nous n'affirmons pas, puisque nous manquons de renseignements. Dans l'intention, que chacun trouvera très louable d'en avoir, nous offrons à celui de nos lecteurs qui nous désignera le troisième bénéficiaire de l'exonération dont s'agit, 10 billets de la tombola de samedi prochain.

Nous avons une vague idée que nous apprendrons quelque chose de raide.

## SERVICE POSTAL.

Si contrairement au proverbe, une fois est coutume, les malles de la poste seront désormais acheminées à Saint-Pierre par la voie Française de New-York.

Il n'est vraiment pas trop tôt que cette satisfaction soit accordée aux réclamations réitérées du Conseil Général et de la Chambre de commerce.

Nous savons que ce changement n'est pas du goût du Gouverneur par intérim et qu'il pour des raisons à lui particulières (*Angrowe et discrétion*)! M. H. Roberdeau tient ferme pour l'ancien état de choses. Mais M. H. Roberdeau ne comptant plus ici que pour mémoire et ne jouissant auprès de M. le sous-Secrétaire d'État Étienne d'aucune espèce de crédit, personne ne se préoccupe de son opinion. Nous avons lieu toute fois de regretter que le vapeur *Saint-Pierre* n'ait pas eu devoir attendre à Halifax les malles qui y sont arrivées de New-York mardi soir. Nous aurions eu ainsi notre correspondance hier matin alors que nous ne sommes maintenant pas sûrs de l'avoir aujourd'hui. Le vapeur *Saint-Pierre* se moque de cela comme d'une guigne; il fait du commerce avant tout et il est indispensable à ses intérêts qu'il passe ses mardis à Sydney où il prend, en même temps qu'il y décharge un fret important.

Et puis ce retard est absolument dans les cordes de l'administration. — Ne faut-il pas que le service marche mal à présent pour démontrer que les inconvénients dont parle M. H. Roberdeau sont réels et que la voie de New-York est impraticable, alors que les seules difficultés proviennent de la routine imprévoyante d'un autocrate retrogradé?

Ce matin, vers sept heures, au moment où nous allions mettre sous presse le vapeur-Postal est arrivé. Comme nous tenons à rendre à César ce qui appartient à César, nous reconnaissons volontiers que les appréhensions que nous avons manifestées dans notre article sur le service des postes étaient pessimistes. Nous ne comptions avoir le *St-Pierre* que ce soir, si encore nous l'avions. Nous nous sommes trompés.

## ÉTAT-CIVIL DE SAINT-PIERRE.

du 20 novembre au 10 décembre 1890.

### NAISSANCES.

Labrousse, Jean-Baptiste-Camille. Saragola, Dominique-Christophe. Leflem, Cécile-Angela. Bouroult, Louis-Joseph. Luberry, Joseph-Pierre-Marie.

### PUBLICATION DE MARIAGE.

Coupin, Jean, avec Richard, Melanie, veuve Jean Etehegoyen.

### MARIAGES.

Michel, Eugène-Joseph, marin, avec demoiselle Mahé, Elisabeth-Marie, sans profession. Hirigoyen, Jean-Baptiste, marin, avec demoiselle Bertiz, Marie, couturière. Sasco, Emile-Jean-Joseph-Henri, commis-greffier p. i. des tribunaux, avec demoiselle Cormier, Marie-Joséphine, sans profession. Vigneau, Alfred-Louis, marin, avec demoiselle Haynard, Brigitte, servante. Daguerre, Félix, forgeron, avec demoiselle Fouré, Augustine-Esther, sans profession. Alverro, Jean, forgeron, avec de-



moiselle Pitman, Marie-Anne, servan'e. Guillard, Henri-Marie, ferblantier, avec demoiselle Provost, Thérèse-Joséphine, sans profession. Charles, Yves-Marie, marin, avec demoiselle Fouchard, Ernestine-Marie-Désirée, sans profession. Lecharpentier, Gratien-Emile, avec demoiselle Connors, Suzanne, sans profession.

#### DÉCÈS.

Lafourcade, Marie-Joséphine, femme Roblot, âgée de 44 ans, née à St-Pierre. Vromet, Annie-Francine, âgée de 6 ans, née à St-John (T/N.). Ruellan, Adèle-Emilie, âgée de 11 ans, née à Saint-Pierre. Lenormand, Germaine-Vic'oire-Adolphine, âgée de 23 jours, née à St-Pierre. Prat, François-Marie-Laurent, marin, âgé de 18 ans, né à Pleumeur-Bondou (Cotes-du-Nord). Chesnel, Joséphine-Ernestine, âgée de 5 mois, née à Saint-Pierre. Bouvachon, Marie-Auguste-Léon, caporal d'inf<sup>rie</sup> de marine, âgé de 22 ans, né à Avignon (Vaucluse). Chesnay, Anita-Marie-Françoise, âgée de 4 ans 1/2, née à Saint-Pierre. Enfant présenté sans vie, du sexe masculin. Jugement déclarant constant le décès du marin Sallaberry, Pierre, né à Hondaye (Basses-Pyrénées), domicilié à Saint-Pierre.

Propriétaire Gérant, A. Lemoine

## ANNONCES.

#### AVIS.

M. Michel Arnaud, à l'honneur d'informer le public qu'il a ouvert un atelier de erblanterie chez M. J.-B. Lafitte aîné, quai du Commerce.

Les travaux qui lui seront confiés seront exécutés avec célérité.

Prix très modérés

## A VENDRE



Une propriété située à Saint-Pierre, rue de la Fauvette consistant en un terrain de trois cent seize mètre carrés de superficie avec maison sur cave. Jardin, fontaine et ruisseau. Prix : 2500 francs.

Facilités.

S'adresser à M<sup>e</sup> F. COUTURIER, agréé.

## A LOUER

présentement

Une belle maison à étage située rue Bisson

comprenant :

Huit appartements, cave et cour

S'adresser à M. J.-M. LAVISSIÈRE

## A VENDRE

Une maison à étage, comprenant 8 appartements, magasin, cave, cour et jardin.

Située rue de l'abattoir.

S'adresser à M. COSTENTIN.

#### LA

## REVUE NATIONALE

DE

L'INDUSTRIE FRANCAISE

ET

COLONIALE

#### ABONNEMENTS :

Pays de l'Union postale, 1 an. 7 fr. 00

Pays hors l'Union postale, 1 an. 8 00

Pour les abonnements, s'adresser à M. A. Lemoine, rue Gervais, Saint-Pierre Miquelon.

La PHARMACIE C. V. LIORAT

est transférée coin des rues

BISSON et JACQUES-CARTIER.

Ancienne maison LECHARTIER.

ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

# CONCERT TOMBOLA

SUIVI

## D'UN GRAND BAL ORGANISÉ PAR LA SOCIÉTÉ MUSICALE

SOUS LA DIRECTION DE M. C.-V. LIORAT.

DANS LES SALONS JOINVILLE

Le Samedi 20 Décembre 1890, à 8 Heures du soir.

### PROGRAMME

1<sup>re</sup> PARTIE : Exécution par la Société Musicale. | 2<sup>e</sup> PARTIE : Tirage de la Tombola. | 3<sup>e</sup> PARTIE Grand Bal.

Les lots seront délivrés immédiatement,

#### ÉNUMÉRATION DES LOTS :

Gros lot : Une Pendule et deux Candélabres à sujet en bronze.

Une paire porte bouquets montée sur bois.  
Une belle descente de lit  
Un écrin. Truelle à poisson et fourchette à légumes.  
Un écrin service à découper.  
Un beau coffre à mouchoirs.  
Un buvard.  
Un porte épingles.  
Un vase à fleurs, porcelaine.  
Un cendrier.  
Une boîte croquette chocolat.  
Un écrin 6 couverts Christophle 1<sup>er</sup> titre.  
Un pot à tabac.



Un nécessaire à ouvrage.  
Une trotteuse.  
Une paire vases forme urne.  
Un huilier.  
Un écrin. 3 couverts Christophle 1<sup>er</sup> titre.  
Deux fruitiers.  
Un verre d'eau.  
Deux assiettes à dessert.  
Une paire vases fleurs.  
Un cabaret.  
Une surprise.

PRIX du billet tombola. . . . 1 fr. 00

Les enfants  
paieront 1/2 place

FAUTEUILS  
PREMIERES  
DEUXIEMES

#### PRIX DES PLACES,

5 fr. 40.  
2 fr. 70.  
1 fr. 35.

Saint-Pierre — Imp. Albert Lemoine.

Dépôt légal de deux numéros  
du 13 décembre 1890, n° 6.  
Le 13 décembre 1890  
A. Lemoine